

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

17 FÉVRIER 2004

Projet de loi modifiant la nouvelle loi communale

Procédure d'évocation

Projet de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative
à la protection de la jeunesse et la nouvelle loi
communale

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE L'INTÉRIEUR ET DES
AFFAIRES ADMINISTRATIVES
PAR MME DE SCHAMPHELAERE

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

17 FEBRUARI 2004

Wetsontwerp tot wijziging van de nieuwe gemeentewet

Evocatieprocedure

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 april
1965 betreffende de jeugdbescherming en de
nieuwe gemeentewet

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR MEVROUW DE SCHAMPHELAERE

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

A. Membres/Leden:

SP.A-SPIRIT	Mimount Bousakla, Fatma Pehlivan, Ludwig Vandenhove.
VLD	Jeannine Leduc, Stefaan Noreilde, Paul Wille.
PS	Sfia Bouarfa, Anne-Marie Lizin, Philippe Moureaux.
MR	Berni Collas, Alain Destexhe, François Roelants du Vivier.
CD&V	Erika Thijs, Marc Van Peel.
VLAAMS BLOK	Yves Buysse, Wim Verreycken.
CDH	Christian Brotcorne.

B. Suppléants/Plaatsvervangers:

Christel Geerts, Caroline Gennez, Lionel Vandenberghe, Myriam Vanlerberghe.
Hugo Coveliers, Jacques Germeaux, Annemie Van de Casteele, Patrik Vankrunkelsven.
Jean-Marie Happart, Jean-François Istasse, Christiane Vienne.
Marie-Hélène Crombé-Berton, Christine Defraigne, Nathalie de T' Serclaes, Alain Zenner.
Sabine de Bethune, Mia De Schampheleere, Hugo Vandenberghe.
Anke Van dermeersch, Joris Van Hauthem, Frank Vanhecke.
Clotilde Nyssens, René Thissen.

Voir:

Documents du Sénat:

3-431 - 2003/2004:

N° 1: Projet transmis par la Chambre des représentants sous la législature précédente et relevé de caducité.

N° 2: Projet évoqué par le Sénat.

N° 3: Amendements.

Voir aussi:

Documents du Sénat:

3-432 - 2003/2004:

N° 1: Projet transmis par la Chambre des représentants sous la législature précédente et relevé de caducité.

N° 2: Amendements.

Zie:

Stukken van de Senaat:

3-431 - 2003/2004:

Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers tijdens de vorige zittingsperiode en van verval ontheven.

Nr. 2: Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 3: Amendementen.

Zie ook:

Stukken van de Senaat:

3-432 - 2003/2004:

Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers tijdens de vorige zittingsperiode en van verval ontheven.

Nr. 2: Amendementen.

I. INTRODUCTION

Les deux projets de loi à l'examen ont déjà été déposés le 17 mars 2003, c'est-à-dire au cours de la législature précédente, à la Chambre des représentants (doc. Chambre, n° 50-2366) par le gouvernement.

Ils ont tous deux été votés par la Chambre le 3 avril 2003 et transmis au Sénat le 4 avril 2003. Le même jour, le Sénat a évoqué le projet de loi modifiant la nouvelle loi communale, qui tombe sous l'application de la procédure bicamérale facultative.

Les deux projets ont été frappés de caducité le 10 avril, à la suite de la dissolution des Chambres, et ont été relevés de caducité le 19 décembre 2003 (doc. Sénat, n°s 3-431/1 et 3-432/1). Le projet tombant sous l'application de la procédure bicamérale facultative a à nouveau évoqué été le 15 janvier 2004.

La commission a examiné les deux projets au cours de ses réunions des 10 et 17 février 2004.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME ARENA, MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'INTÉGRATION SOCIALE ET DE LA POLITIQUE DES GRANDES VILLES

Il y a lieu de se référer, pour ce qui est de l'exposé introductif, à l'exposé des motifs des deux projets et au rapport de la Chambre (doc. Chambre, n° 50-2366/1 et 3).

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Van Peel estime que le projet est important et son groupe désire que ce projet entre en vigueur aussi vite que possible.

M. Thissen désire que des représentants de l'Union des villes et communes, ainsi que des représentants des secrétaires communaux, soient entendus avant de se prononcer en définitive sur les projets à l'examen. Bien que son groupe puisse souscrire à l'économie générale des projets, les modalités de la mise en œuvre causeront de vrais problèmes pour les communes. Comme il est important de faire réussir ces projets, la commission devrait se donner un peu plus de temps pour réaliser ce projet.

Mme Durant se rallie à cette proposition.

M. Van Peel ne s'oppose pas à l'organisation d'auditions, mais il estime que la commission rassemble suffisamment de personnes compétentes capables de traduire les préoccupations des villes et des communes. Ce qui inquiète surtout son groupe, c'est que les projets auront encore à subir un long calvaire. Son groupe déposera une série d'amendements en vue d'améliorer le projet sur plusieurs points. Au cas où

I. INLEIDING

Deze beide ontwerpen van wet werden reeds tijdens de vorige legislatuur, op 17 maart 2003, door de regering in de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend (stuk Kamer, nr. 50-2366).

Ze werden beide op 3 april 2003 aangenomen in de Kamer en op 4 april overgezonden naar de Senaat. Het optioneel bicameraal wetsontwerp tot wijziging van de nieuwe gemeentewet werd op die laatste datum geëvoceerd.

Beide ontwerpen vervielen op 10 april door de ontbinding van de Kamers en werden op 19 december 2003 uit de caduciteit ontheven (stukken Senaat, nrs. 3-431/1 en 3-432/1). Het optioneel bicameraal ontwerp werd opnieuw geëvoceerd op 15 januari 2004.

Beide ontwerpen werden door de commissie besproken tijdens haar vergaderingen van 10 en 17 februari 2004.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW ARENA, MINISTER VAN AMBTENARENZAKEN, MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE EN GROOTSTEDENBELEID

Voor de inleidende uiteenzetting wordt verwezen naar de memorie van toelichting van beide ontwerpen (stuk Kamer, nr. 50-2366/1) en het Kamerverslag (stuk Kamer, nr. 50-2366/3).

III. DISCUSSION GENERALE

De heer Van Peel beschouwt dit ontwerp als een belangrijk ontwerp en wenst dat het zo spoedig mogelijk wet wordt.

De heer Thissen wenst dat de vertegenwoordigers van de Vereniging van steden en gemeenten en die van de gemeentesecretarissen gehoord worden vooraleer men zich definitief uitspreekt over de voorliggende ontwerpen. Zijn fractie kan weliswaar de algemene doelstellingen van de ontwerpen onderschrijven, maar de uitvoering ervan zal de gemeenten voor ernstige problemen plaatsen. Omdat het belangrijk is dat de ontwerpen een succes worden, moet de commissie iets meer tijd uittrekken om dat te bereiken.

Mevrouw Durant is het daarmee eens.

De heer Van Peel is niet tegen hoorzittingen maar meent dat er in de commissie voldoende expertise aanwezig is om de bekommernis van de steden en gemeenten te vertolken. Wat zijn fractie vooral zorgen baart, is dat de ontwerpen een lange lijdensweg te wachten zou staan. Zijn fractie zal een aantal amendementen indienen om het ontwerp op een aantal punten te verbeteren. Als deze amendementen

ces amendements seraient adoptés, il faudrait en tout cas renvoyer les projets à la Chambre.

Il croit toutefois avoir compris que toute une série de problèmes n'ont encore fait l'objet d'aucune discussion quant au fond au sein du gouvernement. Il trouve cela très inquiétant, étant donné qu'il souhaiterait que les lois en projet puisse entrer en vigueur au plus tôt. Aussi voudrait-il que le Sénat adopte un projet pouvant être parfaitement mis en œuvre et pouvant ensuite être confirmé par la Chambre. Il demande dès lors instamment au gouvernement et à la majorité d'accomplir un travail légistique de qualité, pour éviter qu'il ne faille encore voter ultérieurement des «lois réparatrices» capable d'assurer l'applicabilité du texte et pour éviter que celui-ci doive encore être renvoyé au Sénat.

M. Moureaux fait remarquer que le projet a quelque peu traîné. Les partis de la majorité ont également déposé des amendements — le texte devra donc être renvoyé à la Chambre. Il rappelle que beaucoup de communes attendent ce projet et qu'il y a donc intérêt à avancer. Selon lui, la commission ne doit pas se lancer dans des auditions. En revanche, si de la discussion résulte l'intérêt d'adopter d'autres amendements que ceux déposés par son groupe, il est partisan de les voter au Sénat afin d'éviter une deuxième navette. Son groupe est donc prêt à accepter des amendements qui amélioreraient le texte des projets.

Le représentant de la ministre explique que l'Union des villes et communes demande que l'État fédéral octroie une aide financière et logistique structurelle aux communes pour mettre en application cette loi. Il est vrai que ce ne sera pas toujours facile de l'appliquer parce que certaines communes vont automatiquement infliger des amendes alors que le projet n'a pas comme vocation de se substituer aux punitions: il a une vocation de rappel à la norme. Il est donc important que les autres mesures mises à la disposition des communes soient également appliquées (la médiation locale, le dispositif prévu par les contrats de sécurité, ...).

Il faudra dès lors faire appel à un spécialiste qui orientera vers les services les mieux adaptés à gérer une situation concrète. Dans l'accord de gouvernement est prévu que des «managers de nuisance sociale» seront mis à la disposition des communes. Cette mesure n'est pas encore prévue sur le plan budgétaire mais, dès que la loi existera, une discussion aura lieu au sein du gouvernement sur les modalités de la mise à disposition de ce personnel auprès des communes.

M. Moureaux estime qu'autant il serait utile d'apporter une aide financière aux communes, autant il serait utile que le gouvernement suive concrètement ce qui se passe dans les communes. En effet, la

worden aangenomen dan moeten de ontwerpen in elk geval terug naar de Kamer.

Hij meent echter begrepen te hebben dat een aantal problemen nog niet ten gronde besproken zijn binnen de regering. Dat is zeer verontrustend want hij wenst dat deze ontwerpen zo snel mogelijk in werking zouden kunnen treden. Hij vraagt dan ook dat er in de Senaat een volledig werkbaar project zou worden aangenomen dat dan door de Kamer kan worden bekrachtigd. Derhalve dringt hij er op aan dat de meerderheid en de regering behoorlijk legistiek werk zouden afleveren zodat er niet achteraf nog «reparatiewetten» moeten worden gestemd om het geheel behoorlijk te doen werken en te vermijden dat de tekst nog eens terug naar de Senaat moet.

De heer Moureaux merkt op dat het ontwerp wat vertraging heeft opgelopen. De meerderheidspartijen hebben bovendien amendementen ingediend; de tekst zal dus naar de Kamer moeten worden overgezonden. Hij herinnert eraan dat vele gemeenten op dit ontwerp zitten te wachten en dat er dus beter kan worden opgeschoten. Volgens hem moet de commissie niet aan hoorzittingen beginnen. Indien echter uit de bespreking blijkt dat andere amendementen goedgekeurd moeten worden dan die van zijn fractie, dan is hij voorstander om dit in de Senaat goed te keuren zodat een tweede verzending niet nodig zou zijn. Zijn fractie is dus bereid amendementen goed te keuren die de tekst van de ontwerpen verbeteren.

De vertegenwoordiger van de minister verklaart dat de Vereniging van steden en gemeenten vraagt dat de federale Staat structurele financiële en logistieke steun verleent aan de gemeenten om deze wet uit te voeren. Dat zal immers niet altijd gemakkelijk zijn, omdat sommige gemeenten automatisch boetes zullen opleggen, terwijl het niet de bedoeling is dat het ontwerp in de plaats treedt van de straffen, maar wel dat het tot de orde roept. Het is dus belangrijk dat de andere maatregelen die ter beschikking van de gemeenten staan, ook toegepast worden (de lokale bemiddeling, de maatregelen van de veiligheidscontracten, ...).

Men zal dus een beroep moeten doen op een specialist die zal doorverwijzen naar de diensten die het best aangepast zijn om een bepaalde toestand aan te pakken. Het regeerakkoord voorziet in de terbeschikkingstelling van «managers van sociale overlast» voor de gemeenten. Deze maatregel is nog niet opgenomen in de begroting, maar zodra de wet uitgevaardigd is, zal de regering overleggen over de manier waarop dat personeel ter beschikking van de gemeenten gesteld wordt.

Volgens de heer Moureaux is het feit dat de regering aandacht zou besteden aan wat concreet in de gemeenten gebeurt even belangrijk als de financiële steun die zij krijgen. De eerste wet op de administra-

première loi sur les amendes administratives a déjà contraint les communes à charger un fonctionnaire de suivre cette législation et à engager un juriste pour traiter les dossiers. Il ose supposer que les communes ne seront pas à nouveau obligées de créer un autre service pour appliquer les nouvelles amendes administratives créées par la nouvelle loi.

Les services de médiation locale n'existent pas dans toutes les communes. Souvent ces services ont été créés grâce à des appuis extérieurs. Dans la zone de police qu'il préside, il n'y a que deux communes sur cinq qui disposent d'un service de médiation locale. Ces services sont soutenus, soit par un contrat de sécurité, soit par un contrat de prévention. C'est un système qui donne de bons résultats et qui devrait être développé mais qui se heurte, lui aussi, à des problèmes de financement.

M. Moureaux déclare qu'il votera le projet à l'examen parce qu'il soutient la prévention locale — le système des amendes administratives commence à donner des résultats. Il souligne enfin qu'en dépit de la nécessité des appuis fédéraux, l'ensemble de ce dispositif doit être mis en œuvre par les communes en tant qu'institutions.

M. Thissen estime que la discussion sur les moyens met en lumière la discussion de fond. La question réelle est en effet de savoir qui doit mettre en œuvre le dispositif prévu. Dans les grandes villes, on peut plus aisément libérer du personnel pour assigner cette tâche. En revanche, les petites communes ne disposent souvent que d'un secrétaire communal qui doit assumer toutes ces nouvelles responsabilités.

M. Thissen rappelle à ce propos que le secrétaire communal se trouve dans une situation particulière: il dépend du collège des bourgmestre et échevins, ce qui peut causer des difficultés lorsqu'il doit appliquer des amendes administratives.

La commune doit aussi disposer des moyens financiers pour mettre en œuvre cette nouvelle loi.

Pour toutes ces raisons M. Thissen se demande s'il est opportun de confier cette tâche à un organe communal. Pourquoi ne pas la confier à la justice de paix, par exemple?

M. Moureaux rappelle que le projet vise précisément à ressortir des cartons les infractions que la justice classe systématiquement sans suite.

M. Thissen répond qu'il ne souhaite pas que ces dossiers soient traités par la justice, comme cela se fait actuellement. L'objectif est qu'il y ait une sanction rapide. La gravité de certaines infractions nécessite toutefois une intervention des parquets dans certains cas. Est-ce qu'un système souple, avec des moyens suffisants, au niveau judiciaire, ne réglerait pas mieux, c'est-à-dire de manière définitive et avec plus

tive geldboetes heeft de gemeenten immers al verplicht een ambtenaar te belasten met de follow-up van die wetgeving en een jurist aan te werven om de dossiers te behandelen. Hij neemt aan dat de gemeenten niet opnieuw genoodzaakt zullen zijn een nieuwe dienst op te richten om de nieuwe administratieve geldboetes die de voorliggende wet instelt, op te leggen.

De diensten voor lokale bemiddeling bestaan niet in alle gemeenten. Vaak werden deze diensten opgericht met steun van buitenaf. In de politiezone waarvoor hij verantwoordelijk is, hebben slechts twee gemeenten op de vijf een lokale bemiddelingsdienst. Deze diensten worden ofwel door een veiligheidscontract, ofwel door een preventiecontract ondersteund. Die aanpak levert goede resultaten op en zou uitgebreid moeten worden, maar ook hier duiken weer financieringsproblemen op.

De heer Moureaux verklaart dat hij het voorliggende ontwerp zal goedkeuren omdat hij de lokale preventie steunt. Het stelsel van de administratieve geldboetes begint vruchten af te werpen. Hij beklemtoont dat het ondanks de noodzakelijke federale steun, aan de gemeenten als instellingen toekomt om deze maatregelen uit te voeren.

De heer Thissen meent dat de discussie over de middelen de grond van de zaak aan het licht brengt. De hamvraag is immers: wie voert de maatregelen uit? In grote steden is het gemakkelijker om personeel vrij te maken voor deze taak. Kleine gemeenten echter moeten het vaak stellen met één gemeentesecretaris die al die nieuwe verantwoordelijkheden moet dragen.

De heer Thissen herinnert er in dit verband aan dat de gemeentesecretaris zich in een bijzondere positie bevindt: hij hangt af van het college van burgemeester en schepenen, wat tot problemen kan leiden als hij administratieve geldboetes moet opleggen.

De gemeente moet ook de financiële middelen krijgen om die wet uit te voeren.

Om al deze redenen vraagt de heer Thissen zich af of het wel wijs is deze taak aan een gemeentedienst toe te vertrouwen. Waarom niet aan de vrederechter bijvoorbeeld?

De heer Moureaux herinnert eraan dat het ontwerp er juist toe strekt om de zaken die Justitie seponeert, uit de kartonnen dozen te halen.

De heer Thissen antwoordt dat hij niet wenst dat deze dossiers door Justitie worden behandeld, zoals dit nu gebeurt. Het is de bedoeling dat er een snelle sanctie komt. De ernst van bepaalde overtredingen vereist echter dat het parket in sommige gevallen optreedt. Zou een soepel systeem met voldoende middelen op gerechtelijk niveau niet beter geschikt zijn om de zaken die men hier probeert te regelen,

de sécurité juridique, ce qu'on vise à régler aujourd'hui ?

Il demande de bien réfléchir sur le dispositif qu'on propose de mettre en œuvre avec les projets à l'examen : on charge des personnes qui n'ont pas reçu une formation adéquate, qui se trouvent dans une relation de subordination vis-à-vis des représentants politiques de la population, de sanctionner cette même population. Il est clair que le personnel qui devra appliquer les sanctions administratives ne dispose pas de la même indépendance que les magistrats et cela risque de mener à des situations ambiguës et malsaines.

M. Moureaux répond que les communes disposent déjà de règlements permettant d'imposer des sanctions administratives. Dans ces cas aussi, le dernier mot revient au collège, au niveau communal. Ceci n'exclut pas le risque qu'un collège prenne en compte des éléments « politiciens » mais il pense que cela se passe objectivement dans la plupart des collèges.

M. Thissen fait savoir que si le gouvernement lui assure aujourd'hui qu'il donnera aux communes les moyens humains nécessaires, avec les capacités requises et l'indépendance nécessaire pour exercer cette fonction, il est disposé à revoir sa position.

M. Van Peel regretterait fortement que le présent projet échoue pour des raisons budgétaires. Il craint également que les projets ne soient inutilement retardés parce que le gouvernement devrait encore débattre de certaines modalités. Un des points de discussion est la question de savoir si les fonctionnaires compétents ont le droit de demander au gens de s'identifier. Il demande dès lors que la majorité achève cette discussion en son sein avant le vote des projets au Sénat.

Mme Defraigne explique que son parti soutient l'objectif des projets de loi parce qu'ils permettront de lutter efficacement contre les « petites » infractions qui polluent la vie de tous les jours. Ce projet augmentera l'effectivité de la norme et la sécurité réelle.

Concernant la demande d'organiser des auditions, elle attire l'attention sur le fait que les membres de la commission ont pris connaissance du mémorandum de l'Union des villes et communes, des provinces et de la Conférence des bourgmestres : on y a affirmé sa satisfaction quant à l'existence même de la possibilité de prendre des sanctions administratives au niveau communal.

Il importe toutefois de faire quelques remarques juridiques sur les textes à l'examen afin d'assurer un bon travail législatif par la commission.

definitiever en met meer rechtszekerheid aan te pakken ?

Hij vraagt om goed na te denken over de maatregelen die deze ontwerpen wilen in voeren : men geeft personen die niet de gepaste opleiding hebben, die ondergeschikt zijn aan de politieke vertegenwoordigers van de bevolking, de opdracht om die zelfde bevolking te sanctioneren. Het is duidelijk dat het personeel dat de administratieve geldboetes zal moeten opleggen, niet over dezelfde onafhankelijkheid beschikt als de magistraten. Dit kan tot dubbelzinnige en ongezonde situaties leiden.

De heer Moureaux antwoordt dat de gemeenten nu al over reglementen beschikken die hen in staat stellen administratieve sancties op te leggen. Ook in die gevallen heeft het college, op gemeentelijk niveau, het laatste woord. Dit sluit niet uit dat een college ook rekening houdt met elementen die te maken hebben met politici, maar hij denkt dat de meeste colleges objectief tewerk gaan.

De heer Thissen laat weten dat, indien de regering hem vandaag kan verzekeren dat de gemeenten de nodige mensen zullen krijgen, met de vaardigheden en de onafhankelijkheid die vereist zijn voor de uitoefening van deze functie, hij bereid is zijn standpunt te herzien.

De heer Van Peel zou het bijzonder betreuren moest dit ontwerp sneuvelen op een budgettaire discussie. Ook vreest hij dat de ontwerpen nodeloos vertraging zouden oplopen omdat er nog een discussie bestaat binnen de regering over bepaalde modaliteiten van de ontwerpen. Een van de discussiepunten bijvoorbeeld is de vraag of de bevoegde ambtenaren het recht hebben om personen zich te laten identificeren. Hij vraagt dan ook dat deze discussie in de schoot van de meerderheid zou worden afgerond voor de ontwerpen in de Senaat gestemd worden.

Mevrouw Defraigne legt uit dat haar partij achter de doelstelling van de wetsontwerpen staat, omdat ze het mogelijk maken doeltreffend op te treden tegen de « kleine » overtredingen die het dagelijkse leven onaangenaam maken. Het wetsontwerp zal de doeltreffendheid van de norm en de reële veiligheid verhogen.

Wat de vraag om hoorzittingen betreft, vestigt zij er de aandacht op dat de commissieleden kennis hebben genomen van de nota van de Vereniging van steden en gemeenten, van de provincies en van de conferentie van burgemeesters : hierin is tevreden gereageerd op de mogelijkheid om op gemeentelijk niveau administratieve sancties op te leggen.

Het is echter belangrijk om een aantal juridische opmerkingen te formuleren met betrekking tot de teksten die hier ter bespreking voorliggen, zodat de commissie goed wetgevend werk kan leveren.

Si on supprime le titre X du Code pénal, il faut éviter un vide juridique qui serait plus préjudiciable. Rien n'assure que les communes adopteront sans tarder les mesures qu'il convient pour la poursuite de ces infractions. Le texte stipule simplement: «Le conseil communal peut établir».

Dans l'attente, il persistera un vide juridique plus préjudiciable que la non-poursuite actuelle. Ne faudrait-il pas prévoir une disposition transitoire pour que le droit pénal reste d'application tant que les autorités communales ne seront pas intervenues?

De plus, la loi pénale garantit l'égalité de traitement: les mêmes règles s'appliquent partout. Demain, certaines petites infractions pourraient être poursuivies dans une commune et peut-être pas du tout dans une autre commune. Mme Defraigne estime que le gouvernement doit réfléchir à la manière d'assurer l'égalité de traitement.

La troisième remarque de Mme Defraigne concerne la coexistence entre l'action du ministère public et celle des communes. Le projet modifiant la nouvelle loi communale prévoit un mécanisme original permettant aux communes d'agir nonobstant l'intervention du ministère public en la matière. Elle constate qu'il y a une certaine subsidiarité dans les possibilités d'action des communes en cas d'infraction. Peut-être serait-il opportun de réfléchir sur ce système pour en garantir le bon fonctionnement.

En ce qui concerne le taux de l'amende administrative, Mme Defraigne pense qu'il est faible et plutôt inadapté aux réalités concrètes: une déjection canine diffère d'une grue qui occupe illicitement le domaine public ou d'une organisation de manifestation sur la voie publique qui ne respecte pas les conditions fixées par l'autorité. Mme Defraigne pense que cela vaut peut-être la peine de réfléchir sur la notion de proportionnalité.

Elle demande également si on a prévu des moyens supplémentaires, humains et financiers, accompagnant le transfert vers les villes et communes de cette nouvelle mission de justice correctionnel.

M. Moureaux estime que le problème du financement est réel mais ne doit pas nous arrêter pour mettre ce projet en place. Il souligne que ce projet est nécessaire dans toute une série de villes et de banlieues. À ces endroits, on doit faire face à une partie minoritaire de la population qui estime qu'elle peut faire ce qu'elle veut parce qu'il n'y a jamais de suite. Ce phénomène doit cesser et il ne faut pas penser que les parquets des grandes villes pourront poursuivre ces infractions dans les dix ans à venir.

Ceux qui s'opposent donc à ce projet doivent expliquer à la population qu'il vaut mieux ne rien faire.

Indien men titel X van het Strafwetboek schrapt, moet men ervoor zorgen dat er geen juridische leemte komt die nog nadeliger is. Niets garandeert dat de gemeenten zonder verwijl de nodige maatregelen zullen nemen om deze overtredingen te vervolgen. De tekst zegt enkel «De gemeenteraad kan [...] bepalen».

Inmiddels blijft er een juridische leemte bestaan die nadeliger is dan de huidige niet-vervolging. Moet hier geen overgangsmaatregel komen zodat het strafrecht van toepassing blijft zolang de gemeentelijke overheid niet optreedt?

Bovendien garandeert de strafwet de gelijke behandeling: dezelfde regels zijn overal van toepassing. Voortaan worden bepaalde kleine overtredingen misschien in de ene gemeenten wel vervolgd en in de ander niet. Mevrouw Defraigne vindt dat de regering moet nadenken over een manier om de gelijke behandeling te garanderen.

De derde opmerking van mevrouw Defraigne heeft te maken met het naast elkaar bestaan van het optreden van het openbaar ministerie en dit van de gemeenten. Het ontwerp tot wijziging van de nieuwe gemeentewet voorziet in een origineel mechanisme dat de gemeenten in staat stelt op te treden, ondanks de vordering terzake van het openbaar ministerie. Zij stelt vast dat er een zeker aanvullend effect is doordat de gemeenten een aantal mogelijkheden krijgen om op te treden tegen overtredingen. Misschien is het een goed idee na te denken over een systeem om dit soepel te laten verlopen.

Het bedrag van de administratieve geldboete is volgens mevrouw Defraigne laag en niet realistisch: een hondenrol is niet hetzelfde als een kraan die zich onwettig op het openbare domein bevindt, of de organisatie van een manifestatie op de openbare weg die de door de overheid vastgelegde regels niet respecteert. Mevrouw Defraigne denkt dat het misschien de moeite loont om na te denken over het begrip proportionaliteit.

Zij vraagt tevens of voorzien werd in bijkomende — zowel financiële als menselijke — middelen om de overdracht van deze nieuwe opdracht van correctionele rechter aan de steden en gemeenten te begeleiden.

De heer Moureaux denkt dat het probleem van de financiering reëel is, maar dat dit ons niet mag tegenhouden om het ontwerp uit te voeren. Hij benadrukt dat dit ontwerp nodig is voor een hele reeks steden en voorsteden. In deze plaatsen zit men opgescheept met een minderheid van de bevolking die denkt dat zij vrij spel heeft omdat er toch nooit wordt opgetreden. Er moet komaf gemaakt worden met dit fenomeen en men moet niet denken dat de parketten van de grote steden dit soort overtredingen in de tien komende jaren kunnen aanpakken.

Degenen die gekant zijn tegen dit ontwerp, moeten de bevolking uitleggen dat het beter is niets te doen.

Dès lors qu'on accepte qu'il faut faire quelque chose, l'on arrive inévitablement à la conclusion que c'est au niveau communal qu'il faut développer un dynamisme en cette matière. Les communes sont les mieux placées pour savoir ce qui se passe sur leur territoire. C'est la raison pour laquelle on adoptera des règlements différents, ce qui est d'ailleurs aussi le cas pour la politique de poursuite menée par les différents parquets généraux du pays.

Déjà à l'heure actuelle, on constate des différences dans les communes du pays pour les amendes administratives simples applicables. Cette réglementation différente découle de l'autonomie communale et sera un facteur de diligence.

En ce qui concerne les taux, M. Moureaux, reconnaît, d'une part, que le problème évoqué par Mme Defraigne existe mais refuse qu'on puisse imposer n'importe quel taux pour n'importe quel type d'infraction. À l'occasion de la fête du Sacrifice, il a été confronté dans sa commune à la situation désagréable de vendeurs de bétail présentant leurs moutons dans leurs camions, garés dans les rues. Sur la base de la réglementation, l'inspecteur de santé était dans l'impossibilité de prendre une quelconque mesure.

Grâce au règlement communal, la police a toutefois pu imposer une amende mais celle-ci était totalement insignifiante par rapport aux bénéfices réalisés par les marchands de bétail.

D'autre part, ces amendes peuvent s'avérer très lourdes pour une famille modeste.

Quant à l'idée de donner plus de pouvoirs à des fonctionnaires non policiers, M. Moureaux estime que cela nécessite un débat sur les avantages et les risques qui y sont liés. Il pense notamment aux fonctionnaires de la propreté publique. D'autre part, il ne faut pas permettre à des dizaines de personnes de disposer à tort et à travers de pouvoirs policiers. Il est dès lors capital que le système soit bien délimité et bien défini.

Mme Defraigne reconnaît que la possibilité d'adopter des règlements présente certainement l'avantage que les communes peuvent réglementer en fonction des besoins locaux. Elle estime toutefois qu'il faut se poser des questions sur les différences et disparités entre communes limitrophes. Son but n'est pas de faire traîner les travaux de la commission mais d'inciter à une réflexion sur un élément qui pourrait poser problème.

L'article 119*bis* nouveau prévoit la possibilité d'établir des sanctions administratives (à la place des sanctions pénales) quand ces ordonnances et règlements ne sont pas respectés. Or, les contraventions supprimées dans le Code pénal par le présent projet ne

Als men erkent dat er iets moet gebeuren, komt men onvermijdelijk tot het besef dat het op gemeentelijk vlak is dat er hiervoor een dynamiek moet worden ontwikkeld. De gemeenten zijn het best geplaatst om te weten wat er zich op hun grondgebied afspeelt. Daarom zullen verschillende reglementen worden aangenomen, zoals dat trouwens ook het geval is voor het vervolgingsbeleid van de verschillende parketten-generaal in dit land.

Nu al zijn er verschillen merkbaar tussen de gemeenten wat betreft de toepasbare gewone administratieve geldboetes. Deze verschillen in de regelgeving zijn het resultaat van de gemeentelijke autonomie.

Met betrekking tot de tarieven erkent de heer - Moureaux het probleem dat mevrouw Defraigne aanhaalde, maar hij weigert toe te staan dat zomaar ieder tarief kan worden opgelegd voor elk willekeurig misdrijf. Ter gelegenheid van het Offerfeest heeft hij in zijn gemeente te maken gehad met de vervelende situatie dat veehandelaars hun schapen in een op straat geparkeerde vrachtwagen aanboden. Op basis van de terzake geldende regelgeving kon de gezondheidsinspecteur geen enkele maatregel treffen.

Dankzij het gemeentereglement heeft de politie toch een geldboete kunnen opleggen, die echter in het niets verzonk bij de winsten die de veehandelaars maakten.

Voor een modale familie kan een dergelijke boete echter wel erg zwaar uitvallen.

De heer Moureaux meent dat een debat moet worden gehouden over de voordelen en risico's die verband houden met de idee om meer bevoegdheden te geven aan niet-politionele ambtenaren. Hij denkt dan met name aan de ambtenaren van de openbare reinigingsdiensten. Daartegenover staat dat het ook niet de bedoeling is tientallen mensen zomaar politiebevoegdheid te geven. Het is dus van het grootste belang dat het systeem goed gedefinieerd en afgebakend wordt.

Mevrouw Defraigne erkent dat de mogelijkheid om reglementen aan te nemen inderdaad het voordeel biedt dat gemeenten kunnen handelen op grond van de lokale behoeften. Zij meent echter dat in het geval van aangrenzende gemeenten vragen moeten worden gesteld bij verschillen en discrepanties. Zij heeft geenszins de bedoeling het werk van de commissie te vertragen, maar vraagt dat zou worden nagedacht over een aspect van de zaak dat problemen zou kunnen veroorzaken.

Artikel 119*bis* (nieuw) voorziet in de mogelijkheid administratieve sancties vast te stellen in plaats van strafsancities wanneer die verordeningen en reglementen niet worden nageleefd. Nu is het evenwel zo dat niet alle overtredingen die het voorliggend ontwerp

sont pas toutes visées par des dispositions communales (voir article 552, 2^o, 5^o et 6^o, du Code pénal).

Mme Durant reconnaît que le projet essaie de trouver une solution au non-traitement d'une série d'infractions. Elle estime aussi que la question du financement, bien que très importante, ne peut pas constituer une condition *sine qua non*, sans quoi la mise en œuvre serait retardée.

Elle déposera en tout état de cause un amendement visant à écarter une infraction de violence comme simplement punissable d'une amende administrative. Elle pense plus particulièrement à la violence conjugale et familiale. Elle plaide pour une certaine proportionnalité dans les amendes. L'exemple donné par M. Moureaux en est une bonne illustration. Certains achèteront leur droit de commettre des infractions.

Elle pense aussi qu'il faut être attentif aux petites communes qui risquent de se voir davantage confrontées à des problèmes de mise en œuvre de la loi que les grandes villes. Peut-être serait-il indiqué de trouver une formule lors de la mise au point des modalités d'exécution afin de ne pas perdre trop de temps.

En ce qui concerne le nombre de fonctionnaires qui doivent être habilités à faire des constatations, Mme Durant estime que la loi doit limiter les possibilités.

M. Thissen rappelle les préoccupations de l'Union des villes et communes de Wallonie :

1. une aide financière et logistique structurelle;
2. le non-transfert aux communes de compétences en matière de vol simple, coups et blessures, menaces d'attentats et injures; il y a des domaines que les représentants des communes ne souhaitent pas voir mués en sanctions administratives;
3. une majoration de l'amende administrative en cas de récidive;
4. une intégration dans l'article 119bis de toutes les atteintes au cadre de vie qui ont un impact local ou qui seront mieux combattues au niveau local.

M. Thissen estime que la ministre devra préciser ce qui sera autorisé au personnel des sociétés de gardiennage dans le cadre de cette loi. Quelle sera la portée des déclarations faite par ces personnes et quelle en sera la valeur lorsqu'on instruit pour prendre des sanctions ?

Beaucoup de mineurs sont concernés par ces projets de loi. Qui payera les frais de défense de ces personnes ? Peut-on systématiquement rendre les parents directement responsable du paiement des sanctions ?

uit het Strafwetboek heeft gelicht, onder de gemeentelijke bepalingen vallen (cf. artikel 552, 2^o, 5^o en 6^o, van het Strafwetboek).

Mevrouw Durant erkent dat het ontwerp een oplossing tracht te bieden voor de niet-behandeling van een aantal misdrijven. Zij meent ook dat het probleem van de financiering, hoe belangrijk het ook is, geen conditio *sine qua non* kan vormen en de toepassing niet mag vertragen.

Zij zal in ieder geval een amendement indienen dat ertoe strekt te verhinderen dat gewelddaden kunnen worden bestraft met een administratieve geldboete. Zij denkt dan meer bepaald aan echtelijk geweld en geweld binnen het gezin. Zij pleit voor min of meer evenredige boetes. De heer Moureaux gaf een goed voorbeeld. Sommige personen zullen het «recht» om misdrijven te plegen, afkopen.

Volgens haar moet er eveneens rekening gehouden worden met de kleinere gemeenten, die wellicht meer problemen gaan ondervinden bij de toepassing van de wet dan de grotere steden. Misschien moet wel een formule worden uitgedacht bij de uitwerking van de uitvoeringsbepalingen, om niet te veel tijd te verliezen.

Mevrouw Durant meent dat de wet de mogelijkheden moet beperken wat betreft het aantal ambtenaren dat vaststellingen mag doen.

De heer Thissen herinnert aan de wensen van de Union des villes et Communes de Wallonie :

1. structurele financiële en logistieke hulp;
2. niet-overdracht aan gemeenten van bevoegdheden inzake gewone diefstal, slagen en verwondingen, bedreigingen met een aanslag en beledigingen; er zijn domeinen waarbinnen de vertegenwoordigers van de gemeenten liever geen administratieve sancties zien;
3. verhoging van de administratieve geldboete in geval van herhaling;
4. het opnemen in artikel 119bis van alle aantastingen van de levenskwaliteit die een lokale impact hebben of die beter op lokaal niveau kunnen worden bestreden.

De heer Thissen meent dat de minister moet verduidelijken wat in het kader van deze wet precies zal worden toegestaan aan het personeel van de bewakingsondernemingen. Welke draagwijdte en waarde zullen verklaringen van deze mensen hebben wanneer een vooronderzoek wordt gevoerd om strafmaatregelen te kunnen nemen ?

Dit ontwerp heeft betrekking op heel wat minderjarigen. Wie betaalt de kosten voor hun verdediging ? Kunnen de ouders systematisch rechtstreeks aansprakelijk worden gesteld voor de betaling van de boetes.

M. Van Peel souscrit à la thèse de M. Moureaux. Il appelle de ses vœux une loi qui puisse servir de base pour résoudre les problèmes locaux.

Mme Bouarfa estime que les gens se montrent de plus en plus agressifs dans les villes. Afin d'y remédier, elle privilégie la médiation au niveau de la commune. Ceci permettrait de désamorcer les conflits et de mettre un terme au sentiment de l'impunité des actes d'incivilité.

L'oratrice demande que les modalités pratiques de la loi soient précisées. Elle favorise d'ailleurs la mise en œuvre parallèle d'un code de déontologie pour la police.

La ministre répond que la police peut continuer à verbaliser les infractions sauf si le parquet autorise la commune à les constater. En revanche, les actes dépenalisés pourront être établis par un fonctionnaire assermenté désigné par arrêté royal ou le cas échéant par circulaire ministérielle.

M. Moureaux signale que la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, ne permet plus les contrôles systématiques sauf pour des durées limitées moyennant l'accord (motivé) du bourgmestre.

Mme De Schamphelaere constate que le titre X du livre II du Code pénal, qui concerne les infractions, est supprimé parce qu'il est dépassé. Les communes se voient offrir la possibilité de prendre des règlements et des ordonnances en matière pénale. L'intervenante demande si leur application par la police ne risque pas de poser des problèmes du fait que la zone de police englobe plusieurs communes.

M. Thissen souhaite connaître le sort des clauses de prescription. Il se demande si la prescription est suspendue.

Mme Arena, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale et de la Politique des grandes villes, répond qu'à l'heure actuelle nombre d'actes d'incivilité ne sont pas sanctionnés. Le sentiment d'impunité qui en résulte risque d'ébranler la confiance des victimes à l'égard des pouvoirs publics. Il convient de la rétablir surtout auprès des autorités communales.

Le projet de loi vise à dépenaliser certains actes d'incivilité afin qu'ils fassent l'objet de sanctions administratives. Par ailleurs, il subsiste des infractions pour lesquelles il peut exister concurremment des sanctions pénales et administratives. Dans ce cas la logique de la subsidiarité trouve à s'appliquer. Si le ministère public décide de ne pas poursuivre et le cas échéant donne l'autorisation à l'administration communale d'engager des poursuites, des sanctions administratives peuvent être prises.

De heer Van Peel gaat akkoord met de stelling van de heer Moureaux. Hij dringt aan op een wet die als basis kan dienen om lokale problemen op te lossen.

Mevrouw Bouarfa is van oordeel dat de mensen in de steden zich steeds agressiever gedragen. De beste oplossing van dat probleem vindt zij de bemiddeling op het niveau van de gemeente. Zo kunnen de conflicten worden geneutraliseerd en het gevoel dat de onbehoorlijke gedragingen ongestraft blijven, worden weggevoerd.

Spreekster vraagt dat wordt verduidelijkt hoe de wet in de praktijk moet worden toegepast. Zij pleit er trouwens voor dat tegelijk een deontologische code wordt uitgewerkt voor de politiediensten.

De minister antwoordt dat de politie nog steeds proces-verbaal kan opmaken van misdrijven tenzij het parket de gemeente toestaat om ze vast te stellen. De handelingen die uit het strafrecht worden gehaald, kunnen echter worden vastgesteld door een beëdigd ambtenaar die bij koninklijk besluit of eventueel via ministeriële circulaire wordt aangewezen.

De heer Moureaux merkt op dat de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, systematische controle alleen nog toestaat voor beperkte duur en op voorwaarde dat de burgemeester zijn gemotiveerde toestemming heeft gegeven.

Mevrouw De Schamphelaere stelt vast dat titel X van Boek II van het Strafwetboek betreffende de overtredingen wordt afgeschaft omdat zij verouderd is. De gemeenten krijgen de mogelijkheid om strafrechtelijke reglementen en verordeningen te nemen. Het lid vraagt of de toepassing ervan door de politie geen probleem kan opleveren omdat de politiezone verschillende gemeenten omvatten.

De heer Thissen wil graag weten hoe het zit met de verjaring: wordt die geschorst?

Mevrouw Arena, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen, antwoordt dat veel ontoelaatbaar gedrag ongestraft blijft. Het gevoel van straffeloosheid dat daardoor ontstaat, kan het vertrouwen van de slachtoffers in de overheid schokken. Dat vertrouwen moet worden hersteld vooral wanneer het om de gemeentelijke overheden gaat.

Het wetsontwerp strekt ertoe bepaalde vormen van ontoelaatbaar gedrag uit het strafrecht te lichten zodat er administratieve sancties op kunnen worden toegepast. Op bepaalde misdrijven kunnen tegelijk strafrechtelijke en administratieve sancties staan. In dat geval moet de subsidiariteitslogica gelden. Als het openbaar ministerie beslist om niet te vervolgen en de gemeente de toestemming geeft om het wel te doen, kunnen administratieve sancties worden genomen.

La ministre précise que les amendes administratives revêtent un caractère dissuasif destiné à décourager les comportements agressifs. L'augmentation des moyens financiers des communes qui en découle sert à soutenir cet objectif.

La ministre signale que la matière des amendes administratives relève du pouvoir fédéral à l'exclusion du niveau régional.

Selon la ministre, l'interprétation des infractions dépenalisées, aujourd'hui tombées en désuétude, ne posera pas problème. Il convient simplement de leur donner une signification plus pertinente dans le cadre de notre société moderne.

Il appartient aux communes de fixer le montant des amendes dans les limites fixées par la loi. Le but de ces peines n'est évidemment pas de faire basculer des familles dans la spirale de la précarité.

Mme Durant demande si l'article 398 du Code pénal qui est visé par la présente loi comprend également le délit des violences conjugales et familiales.

La ministre répond que l'article 398 du Code pénal ne prévoit que les coups simples et n'inclut pas les coups et blessures graves. Ni la violence familiale ni la violence conjugale ne sont reprises dans la présente loi.

Mme Defraigne estime qu'à la différence de l'article 398, l'article 399 du Code pénal prévoit des coups et blessures entraînant l'incapacité. Si malgré cela, le tribunal décide que les coups et blessures visés à l'article 398 ont occasionné une incapacité, comment va-t-on régler ce problème ?

La ministre répond que, pour l'article 398, la décision d'engager des actions pénales appartient au procureur du Roi. S'il y renonce, les communes peuvent poursuivre les faits en vertu du principe de subsidiarité.

La ministre explique que le traitement des mineurs n'engendre pas de coût supplémentaire.

La ministre signale que la commune est la première à être confrontée à des problèmes locaux, raison pour laquelle elle est dotée d'un certain nombre de compétences pour y faire face.

M. Thissen se dit inquiet du fait que les zones de police sont appelées à mettre en œuvre des règlements de police différents d'une commune à l'autre.

M. Moureaux estime qu'il serait indiqué d'opérer une fusion des règlements généraux de police des communes appartenant à la même zone de police en laissant la possibilité de prévoir des dispositions particulières.

De minister verduidelijkt dat de administratieve geldboetes bedoeld zijn om agressief gedrag te ontmoedigen. Dat de gemeenten tegelijk meer financiële middelen krijgen, strekt tot hetzelfde doel.

De minister wijst erop dat de materie van de administratieve geldboetes een bevoegdheid is van de federale overheid, met uitsluiting van de gewestelijke overheid.

Volgens de minister zal het niet moeilijk zijn te weten welke misdrijven uit het strafrecht worden gehaald omdat ze achterhaald zijn. Ze moeten gewoon een nieuwe inhoud krijgen, die beter aansluit bij onze moderne maatschappij.

De gemeenten bepalen het bedrag van de geldboetes binnen de in de wet vastgestelde begrenzingsen. Het is uiteraard niet de bedoeling dat die geldboetes gezinnen tot de bedelstaf zouden brengen.

Mevrouw Durant vraagt of artikel 398 van het Strafwetboek, waarop deze wet betrekking heeft, ook slaat op echtelijk geweld en geweld binnen het gezin.

De minister antwoordt dat artikel 398 van het Strafwetboek alleen betrekking heeft op gewone slagen en niet op zware slagen en verwondingen. Deze wet slaat niet op echtelijk geweld of geweld binnen het gezin.

Mevrouw Defraigne meent dat artikel 399 van het Strafwetboek, in tegenstelling tot artikel 398, handelt over slagen en verwondingen die ongeschiktheid tot gevolg hebben. Als de rechtbank desondanks oordeelt dat de in artikel 398 bedoelde verwondingen of slagen tot ongeschiktheid hebben geleid, hoe wordt dat probleem dan geregeld ?

De minister antwoordt dat de beslissing om strafvervolgning in te stellen op grond van artikel 398 door de procureur des Konings wordt genomen. Als hij het niet doet, kunnen de gemeenten vervolgen overeenkomstig het subsidiariteitsbeginsel.

De minister verklaart dat de behandeling van minderjarigen geen bijkomende kosten met zich brengt.

De minister wijst erop dat de gemeente als eerste wordt geconfronteerd met de plaatselijke problemen en daarom een aantal bevoegdheden krijgt om ze het hoofd te bieden.

De heer Thissen maakt zich zorgen over het feit dat de politiezones verschillende politiereglementen zullen moeten toepassen in de verschillende gemeenten.

De heer Moureaux vindt dat de algemene politiereglementen van de gemeenten van eenzelfde politiezone moeten worden samengevoegd, met behoud van de mogelijkheid om bijzondere bepalingen vast te stellen.

La ministre signale qu'un arrêté royal sera pris pour de combler le vide juridique entre l'entrée en vigueur de la loi, d'une part, et des règlements communaux, d'autre part. En effet, l'entrée en vigueur de la loi sera suspendue en attendant la mise en application de l'arrêté royal délibéré en Conseil des ministres concernant les missions des fonctionnaires assermentés. De plus, les ministres de la Justice et de l'Intérieur prendront deux circulaires réglant les modalités pratiques de la mise en œuvre de la loi.

IV. PROJET DE LOI MODIFIANT LA NOUVELLE LOI COMMUNALE (doc. Sénat, n° 3-431/1)

A. Discussion des articles et votes

Article 2

Amendement n° 14

Mme Durant dépose un amendement (doc. Sénat n° 3-431/3, amendement n° 14) qui vise à exclure explicitement la violence conjugale et familiale du champ d'application de la loi.

Cet amendement est rejeté par 8 voix et 1 abstention.

Amendement n° 1

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-431/3, amendement n° 1) qui vise à préciser, à l'alinéa 6 du § 2 proposé, la compétence du conseil communal en matière de notification de la sanction et à supprimer une différence terminologique entre le texte français et le texte néerlandais du projet.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

À la suite de l'adoption de cet amendement, l'amendement n° 9 de Mme De Schampelaere et M. Van Peel devient sans objet.

Amendement n° 2

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-431/3, amendement n° 2) qui tend à préciser, au dernier alinéa du § 2, que les mineurs âgés de plus de 16 ans ne peuvent être punis que d'une amende.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

De minister wijst erop dat een koninklijk besluit zal worden genomen om het rechtsvacuüm tussen de inwerkingtreding van de wet enerzijds en die van de gemeentelijke reglementen anderzijds te overbruggen. De inwerkingtreding van de wet wordt opgeschort in afwachting van de tenuitvoerlegging van een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad over de taken van de beëdigde ambtenaren. De ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken zullen twee rondzendingbrieven opstellen over de praktische tenuitvoerlegging van de wet.

IV. WETSONTWERP TOT WIJZIGING VAN DE NIEUWEGEMEENTEWET (stuk Senaat, nr. 3-431/1)

A. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikel 2

Amendement nr. 14

Mevrouw Durant dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 14), dat ertoe strekt echtelijk en familiaal geweld uitdrukkelijk uit te sluiten van de toepassing van de wet.

Dit amendement wordt verworpen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 1

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 1), dat ertoe strekt in het zesde lid van de voorgestelde § 2 de bevoegdheid van de gemeenteraad inzake kennisgeving van de sanctie te preciseren en een terminologisch verschil tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het ontwerp op te lossen.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Ingevolge de aanneming van dit amendement vervalt amendement nr. 9 van mevrouw De Schampelaere en de heer Van Peel.

Amendement nr. 2

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 2), dat ertoe strekt in het laatste lid van § 2 te preciseren dat minderjarigen die ouder zijn dan 16 jaar enkel kunnen gestraft worden met een geldboete.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Amendement n° 3

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-431/3, amendement n° 3) qui vise à apporter une correction technique au § 4 de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, en vue de l'adapter aux autres modifications de l'article.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Par suite de l'adoption de l'amendement n° 3, l'amendement n° 8 de Mme De Schamphelaere et M. Van Peel devient sans objet.

Amendement n° 4

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-431/3, amendement n° 4) qui tend à préciser dans la loi que le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence pour les agents communaux qui auront un pouvoir de constatation.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Amendement n° 5

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-431/3, amendement n° 5) qui vise à :

A. insérer les mots «alinéa 2, 1^o» après les mots «visée au § 2» aux alinéas 1^{er} et 2 du § 8 proposé. Il s'agit d'éviter que le projet ne permette que la sanction infligée par le fonctionnaire soit étendue à toutes les sanctions administratives.

B. insérer les mots «prévue aux articles 526, 537 et 545 du Code pénal» après les mots «ou d'une sanction pénale» à l'alinéa 2 du § 8 proposé. Il s'agit d'une correction technique, puisque ces mots figuraient bien dans le texte de l'avant-projet de loi qui a été soumis à l'avis du Conseil d'État.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Par suite de l'adoption de cet amendement, l'amendement n° 10A de Mme De Schamphelaere et M. Van Peel devient sans objet.

Amendement n° 10B

Mme De Schamphelaere et M. Van Peel déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-431/3, amendement n° 10B) qui vise à insérer, dans le § 8 proposé, un alinéa 3 (nouveau) prévoyant que les règles relatives au concours de la sanction administrative, à infliger

Amendement nr. 3

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 3), dat ertoe strekt een technische correctie aan te brengen in § 4 van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet teneinde het aan te passen aan de andere wijzigingen die in het artikel worden aangebracht.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Ingevolge de aanneming van de amendementen nr. 3 vervalt amendement nr. 8 van mevrouw De Schamphelaere en de heer Van Peel.

Amendement nr. 4

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 4), dat ertoe strekt bij wet te bepalen dat de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit de minimumvoorwaarden inzake selectie, rekrutering, opleiding en bevoegdheid vastlegt voor de gemeentelijke ambtenaren die een vaststellingsbevoegdheid zullen hebben.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Amendement nr. 5

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 5), dat ertoe strekt :

A. in het eerste en het tweede lid van de voorgestelde § 8 de woorden «tweede lid, 1^o» in te voegen. Dit om te vermijden dat het ontwerp zou toelaten dat de door de ambtenaar uitgesproken sanctie zou worden uitgebreid tot alle administratieve sancties.

B. in het tweede lid van § 8 de woorden «als bedoeld in de artikelen 526, 537 en 545 van het Strafwetboek» in te voegen. Het betreft een technische correctie aangezien deze woorden wel waren opgenomen in de tekst van het voorontwerp van wet dat voor advies aan de Raad van State werd voorgelegd.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Ingevolge de aanneming van dit amendement vervalt het amendement nr. 10A van mevrouw De Schamphelaere en de heer Van Peel.

Amendement nr. 10B

Mevrouw De Schamphelaere en de heer Van Peel dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 10B), dat ertoe strekt in de voorgestelde § 8 een derde lid (nieuw) in te voegen teneinde te bepalen dat de regeling inzake samenloop van de

par un fonctionnaire, et d'une procédure judiciaire ne préjudicierait pas au droit du conseil communal et du collège de prononcer une suspension, un retrait ou une fermeture.

Le ministre répond que l'objectif de cet amendement a déjà été atteint par l'adoption des amendements n^{os} 2 et 5A de M. Moureaux et consorts et il demande, dès lors, à la commission de rejeter cet amendement.

L'amendement est rejeté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

Amendement n^o 6A

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n^o 3-431/3, amendement n^o 6A) qui tend à modifier les alinéas 1^{er} et 2 du § 9 proposé dans le but de lever une contradiction du texte et de supprimer la référence à l'avertissement préalable obligatoire. En effet, les mineurs ne peuvent se voir infliger qu'une amende administrative de 125 euros au maximum. Par ailleurs, on reformule plus clairement la disposition relative à l'assistance d'un avocat pour le suspect mineur.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Par suite de l'adoption de l'amendement n^o 6A, les amendements n^o 11A et B de Mme De Schamphelaere et M. Van Peel deviennent sans objet.

Amendement n^o 6B

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n^o 3-431/3, amendement n^o 6B) qui vise à apporter un certain nombre de corrections rédactionnelles au dernier alinéa du § 9. Il est notamment proposé de remplacer le mot « contradiction » par le mot « conflit ».

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Article 3

Amendement n^o 12

Mme De Schamphelaere et M. Van Peel déposent un amendement (doc. Sénat, n^o 3-431/3, amendement n^o 12) qui vise à remplacer la première phrase de l'article 119^{ter} pour éviter que le conseil communal ne dispose d'une base légale qui lui permettrait de prévoir aussi une procédure de médiation en matière pénale pour les infractions à ses règlements et ordonnances pour lesquelles il a établi des peines de police.

administratieve sanctie, door een ambtenaar op te leggen, en een gerechtelijke procedure de autonomie van de gemeenteraad en het college om over te gaan tot schorsing, intrekking of sluiting niet aantast.

De minister antwoordt dat de inhoud van dit amendement reeds ondervangen werd door de aanneming van de amendementen nrs. 2 en 5A van de heer Moureaux c.s. en vraagt de commissie dan ook dit amendement te verwerpen.

Dit amendement wordt verworpen met 8 stemmen bij 1 stem en 1 onthouding.

Amendement nr. 6A

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 6A), dat ertoe strekt het eerste en het tweede lid van de voorgestelde § 9 te wijzigen ten einde een tegenstrijdigheid in de tekst op te lossen en de verwijzing naar de verplichte voorafgaande waarschuwing te schrappen. Minderjarigen kunnen immers slechts een administratieve geldboete krijgen van maximum 125 euro. Tevens wordt de bepaling met betrekking tot de bijstand door een advocaat van een verdachte minderjarige duidelijker geformuleerd.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Ingevolge de aanneming van amendement nr. 6A vervallen de amendementen nrs. 11A en B van mevrouw De Schamphelaere en de heer Van Peel.

Amendement nr. 6B

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 6B), dat ertoe strekt een aantal tekstverbeteringen aan te brengen in het laatste lid van § 9. Zo wordt onder meer voorgesteld om de woorden « tegenstrijdige belangen » te vervangen door het woord « belangenconflict ».

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Artikel 3

Amendement nr. 12

Mevrouw De Schamphelaere en de heer Van Peel dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 12), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 119^{ter} de eerste zin te vervangen om te vermijden dat de gemeenteraad een wettelijke basis zou krijgen om ook een bemiddelingsprocedure in strafzaken uit te werken voor de overtredingen van zijn reglementen en verordeningen waarop hij politiestraffen heeft gesteld.

Cet amendement est rejeté par 7 voix contre 2.

Article 4

Amendement n° 13

Mme De Schamphelaere et M. Van Peel déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-431/3, amendement n° 13) qui tend à supprimer le 1^o de l'article 4 en projet. Le projet abroge le titre X du Code pénal, alors que plusieurs lois renvoient à des articles de ce titre. Tant que les références contenues dans ces dispositions n'auront pas été adaptées, le titre X ne peut pas être abrogé.

Cet amendement est rejeté par 7 voix contre 2.

Article 5

Amendement n° 7

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-431/3, amendement n° 7) qui vise à prévoir l'entrée en vigueur de la loi à une date à fixer par le Roi.

La commission décide de corriger cet amendement de la manière suivante :

« À l'exception du présent article, la présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi. »

L'amendement ainsi corrigé est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

B. Vote sur l'ensemble

Mme De Schamphelaere déclare qu'elle s'abstiendra lors du vote. Le groupe CD&V approuve les principes sur lesquels se fonde le projet de loi à l'examen et souhaite que les villes et communes disposent de plus de moyens pour pouvoir sanctionner toutes sortes d'actes gênants et mener une action préventive, dans l'intérêt des communautés locales. Mais elle déplore la méthode de travail employée par la commission, avec pour résultat la mauvaise qualité législative du projet, rendant nécessaire une nouvelle « navette » entre la Chambre et le Sénat.

Le projet de loi à l'examen touche à l'un des piliers de notre État de droit : les droits de la défense. C'est pourquoi il est extrêmement important d'effectuer un travail législatif soigneux. Tel n'a pas été le cas lors de l'examen de ce projet de loi.

Dit amendement wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen.

Artikel 4

Amendement nr. 13

Mevrouw De Schamphelaere en de heer Van Peel dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 13), dat ertoe strekt het 1^o in het ontworpen artikel 4 te schrappen. Het ontwerp schrapt immers titel X van het Strafwetboek, terwijl er nog verschillende wetten zijn die verwijzen naar artikelen van die titel. Zolang de verwijzingen in deze bepalingen niet zijn aangepast, kan titel X niet worden opgeheven.

Dit amendement wordt verworpen met 7 tegen 2 stemmen.

Artikel 5

Amendement nr. 7

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-431/3, amendement nr. 7), dat ertoe strekt de inwerkingtreding van de wet te voorzien op een door de Koning te bepalen datum.

De commissie beslist dit amendement als volgt te corrigeren :

« Met uitzondering van dit artikel, treedt deze wet in werking op de door de Koning te bepalen datum. »

Dit gecorrigeerde amendement wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

B. Stemming over het geheel

Mevrouw De Schamphelaere verklaart zich te zullen onthouden bij de stemming over het wetsontwerp. De CD&V-fractie ondersteunt de principes van dit ontwerp en wenst dat de steden en gemeenten meer middelen krijgen om, in het belang van de lokale gemeenschappen, allerlei storende handelingen te sanctioneren en preventief te werken. Maar zij betreurt de werkwijze in de commissie waardoor de tekst van het wetsontwerp legistisch niet correct is zodat een nieuwe « navette » tussen Kamer en Senaat noodzakelijk wordt.

Dit wetsontwerp raakt een element dat één van de pijlers vormt van onze rechtsstaat, de rechten van de verdediging. Derhalve is zorgvuldig wetgevend werk uitermate belangrijk. Dit is bij het onderzoek van dit ontwerp in elk geval niet gebeurd, aldus de spreker.

L'ensemble du projet de loi ainsi amendé a été adopté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

La commission décide d'apporter une série de corrections de texte au projet de loi (doc. Sénat 3-431/5).

V. PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 8 AVRIL 1965 RELATIVE À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LA NOUVELLE LOI COMMUNALE (doc. Sénat, n° 3-432/1)

A. Discussion des articles et votes

Article 1^{er}

Cet article est adopté par 9 voix contre 1.

Article 2

Amendement n° 1

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-432/2, amendement n° 1) visant à lever la contradiction entre, d'une part, l'article 36, 5°, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et, d'autre part, l'article 31, § 2, de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matchs de football, qui déclare le tribunal de la jeunesse compétent pour connaître des recours contre les décisions relatives à des mineurs ayant atteint l'âge de 14 ans au moment des faits.

L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Amendement n° 4

L'amendement n° 4 de Mme De Schampelaere et de M. Van Peel (doc. Sénat, n° 3-432/2, amendement n° 4), n'a plus de raison d'être, compte tenu de l'adoption de l'amendement n° 1 de M. Moureaux et consorts.

L'article 2, tel qu'amendé, est adopté par 9 voix contre 1.

Article 3

Amendement n° 2

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-432/2, amendement n° 2)

Het aldus geamendeerde wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

De commissie beslist tevens een aantal tekstcorrecties aan te brengen aan het wetsontwerp (stuk Senaat, nr. 3-431/5).

V. WETSONTWERP TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 8 APRIL 1965 BETREFFENDE DE JEUGDBESCHERMING EN DE NIEUWE GEMEENTEWET (stuk Senaat, nr. 3-432/1)

A. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikel 1

Dit artikel wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 2

Amendement nr. 1

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-432/2, amendement nr. 1), dat ertoe strekt de tegenstrijdigheid weg te werken tussen enerzijds artikel 36, 5°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en de nieuwe gemeentewet, en anderzijds artikel 31, § 2, van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, die de jeugdrechtbank bevoegd maakt om kennis te nemen van het beroep tegen beslissingen tegen minderjarigen die de volle leeftijd van 14 jaar hebben bereikt op het tijdstip van de feiten.

Amendement nr. 1 wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Amendement nr. 4

Amendement nr. 4 van mevrouw De Schampelaere en de heer Van Peel (stuk Senaat, nr. 3-432/2, amendement nr. 4) vervalt ingevolge de aanneming van amendement nr. 1 van de heer Moureaux c.s.

Het aldus geamendeerde artikel 2 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 3

Amendement nr. 2

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-432/2, amendement nr. 2), dat

visant à lever la contradiction entre, d'une part, l'article 37bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et, d'autre part, l'article 119bis, § 2, alinéa 7, de la nouvelle loi communale qui stipule que les mineurs ne peuvent faire l'objet que d'une amende administrative maximale.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Par suite de l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Moureaux et consorts, l'amendement n° 5 (doc. Sénat, n° 3-432/2, amendement n° 5) de Mme De Schampheleere et M. Van Peel n'a plus de raison d'être.

Cet article, tel qu'amendé, est adopté par 9 voix contre 1.

Article 4

Amendement n° 3

M. Moureaux et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-432/2, amendement n° 3) qui :

A. permet à la commune d'introduire un recours contre la décision de non-imposition prise par le fonctionnaire. Cette modification rétablit l'égalité entre d'une part la commune et d'autre part le contrevenant non sanctionné;

B. prévoit un recours auprès du Conseil d'État contre les sanctions administratives, à l'exception des amendes administratives;

C. vise à rendre clair que la procédure devant le tribunal de la jeunesse prévue par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est applicable.

L'amendement n° 3 est adopté par 9 voix et 1 abstention.

L'article 4, tel qu'amendé, est adopté par 9 voix contre 1.

B. Vote sur l'ensemble

L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, est adopté par 9 voix contre 1.

*
* *

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

La rapporteuse,
Mia DE SCHAMPHELAERE. *Le président,*
Ludwig VANDENHOVE.

ertoe strekt de tegenstrijdigheid weg te werken tussen enerzijds artikel 37bis van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en anderzijds artikel 119bis, § 2, zevende lid, van de nieuwe gemeentewet, volgens hetwelk aan minderjarigen alleen de administratieve maximumboete kan worden opgelegd.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Ingevolge de aanneming van amendement nr. 2 van de heer Moureaux c.s. vervalt amendement nr. 5 (stuk Senaat, nr. 3-432/2, amendement nr. 5) van mevrouw De Schampheleere en de heer Van Peel.

Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1 stem.

Artikel 4

Amendement nr. 3

De heer Moureaux c.s. dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-432/2, amendement nr. 3), dat :

A. het de gemeente mogelijk maakt om beroep in te stellen tegen de beslissing van de ambtenaar om geen geldboete op te leggen. Die wijziging herstelt de gelijkheid tussen de gemeente enerzijds en de niet-gestrafte overtreder anderzijds;

B. de mogelijkheid schept om bij de Raad van State beroep in te stellen tegen de administratieve sancties, met uitzondering van de administratieve geldboetes;

C. ertoe strekt te verduidelijken dat de procedure voor de jeugdrechtbank, die geregeld is door de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, van toepassing is.

Amendement nr. 3 wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Het aldus geamendeerde artikel 4 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1 stem.

B. Stemming over het geheel

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt aldus geamendeerd aangenomen met 9 stemmen tegen 1 stem.

*
* *

Dit verslag wordt eenparig goedgekeurd door de aanwezige leden.

De rapporteur,
Mia DE SCHAMPHELAERE. *De voorzitter,*
Ludwig VANDENHOVE.